



Téléfax: (41-22)-917 90 06
Télégrammes: UNATIONS, GENEVE
Téléc: 41 29 62
Téléphone: (41-22)-917 94 31
Internet www.ohchr.org
E-mail: jeextremepoverty@ohchr.org

Address:
Palais des Nations
CH-1211 GENEVE 10



REFERENCE: Poverty (1998-8)

3 octobre 2008

Questionnaire relatif aux programmes de transferts financiers adressé aux gouvernements par l'Experte Indépendante sur la question des droits de l'homme et l'extrême pauvreté

I. Introduction

L'objet de ce questionnaire est de solliciter de l'information aux Etats en vue de la préparation d'un rapport de l'Experte indépendante sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté, Mme Magdalena Sepulveda. Le rapport traitera des programmes de transferts financiers et sera présenté au Conseil des droits de l'homme de l'ONU en juin 2009, conformément à la résolution 8/11.

Le rapport analysera le degré de conformité de ces programmes aux standards internationaux des droits de l'homme, ainsi que l'impact de ces initiatives sur la jouissance des droits de l'homme des personnes vivant dans l'extrême pauvreté. En outre, le rapport formulera des recommandations concrètes sur les moyens de renforcer les programmes de transferts financiers tout en intégrant la perspective des droits de l'homme.

Comment répondre au questionnaire

Le questionnaire ci-dessous demande aux Etats de fournir toutes les informations disponibles sur les programmes de transferts financiers mis en œuvre entre 2003 et 2008.

Si l'information demandée dans ce questionnaire a déjà été fournie par le Gouvernement dans un autre contexte (e.g. un rapport à des organes de traités de droits de l'homme de l'ONU), une référence précise au rapport ou document devra être indiquée dans le questionnaire. Il n'est pas nécessaire de réitérer ci-dessous l'information fournie ailleurs.

Le questionnaire se compose de cinq parties: (i) cadre juridique et institutionnel, (ii) financement et couverture du programme, (iii) procédé de mise en œuvre, (iv) mécanisme de contrôle et procédure de plainte, et (v) Etudes et évaluations des programmes de transferts financiers. Dans la mesure du possible, les Etats sont invités à fournir des copies des textes de loi, politiques et rapports utiles à la réponse du questionnaire. Toutes informations complémentaires, au delà des questions ci-dessous, seront les bienvenues.

Les gouvernements peuvent identifier **un responsable** chargé d'organiser les éléments de réponse au questionnaire, et d'assurer le suivi avec le bureau de l'Experte indépendante.

Renvoi des questionnaires

Les réponses devront être envoyées par télécopie, courrier postal ou email au plus tard le 15 décembre 2008 :

Experte indépendante sur la question des droits de l'homme et l'extrême pauvreté
ONUG - OHCHR
CH - 1211 Genève 10
Télécopie: 41 22 917 90 06
Email: ieextremepoverty@ohchr.org

II. Définition retenue pour les programmes des transferts financiers

On entend par programmes de transferts financiers, l'attribution d'un appui financier direct aux ménages pauvres permettant d'augmenter leur revenu réel. Les transferts visent généralement à améliorer la situation des groupes particulièrement exposés à la pauvreté tels que les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées. Dans certains cas, les transferts financiers sont conditionnés par la réalisation d'objectifs liés à l'éducation, la santé ou la nutrition (dénommées « transferts financiers sous condition »).

III. Questionnaire

1. Présentez les programmes ou initiatives de transferts financiers mis en œuvre par le Gouvernement entre 2003 et 2008. S'il existe plusieurs programmes, **veuillez répondre aux questions séparément pour chaque programme. Veuillez aussi fournir des réponses séparées si le programme a eu plusieurs procédés de mise en oeuvre durant les 5 dernières années.**

(i) Cadre juridique et institutionnel

2. Présentez de manière détaillée le cadre juridique qui régit les programmes de transferts financiers, et décrivez le cadre institutionnel mis en place pour la mise œuvre de ces programmes.
3. Indiquez le nom des institutions gouvernementales, structures et mécanismes, y compris les différents niveaux (fédéraux, étatique/provincial, municipaux et locaux), impliqués dans la conception, la mise en œuvre et le contrôle des programmes.
4. Les organisations de la société civile ont-elles été impliquées dans la conception, la mise en œuvre et le contrôle de ces programmes ? Si oui, veuillez décrire leur rôle.
5. Des consultations populaires ont-elles été réalisées durant la conception, la mise en œuvre et le contrôle des programmes ? Si oui, veuillez décrire leur rôle.

(ii) Coût et couverture du programme

6. Quelles zones géographiques ont été couvertes par le programme (au niveau national, régional et local) ?
7. Quel est le budget annuel du programme ? Veuillez indiquer de manière détaillée les sources de financement pour la conception, la mise en œuvre et le contrôle des programmes.
8. Quels sont les principaux coûts encourus dans les différentes étapes de mise en œuvre du programme ?
9. Quel est le nombre de bénéficiaires du programme (annuellement) ? Si possible, précisez leur profil (e.g. genre, âge, appartenance ethnique, origine).

10. Quel est le critère retenu pour la sélection des bénéficiaires ?
11. Approximativement, combien de bénéficiaires potentiels **n'ont pas pu** profiter du programme ?
12. En moyenne, combien d'argent est transféré à chaque bénéficiaire? Veuillez indiquer la fréquence des transferts et le moyen de calcul employé pour déterminer la somme transférée.
13. Quels sont les critères retenus pour procéder à l'interruption des transferts ? Existe-t-il des stratégies de sortie? Les ménages ayant quittés le programme peuvent-ils le réintégrer ?

(iii) Procédé de mise en œuvre

14. Quels sont les moyens employés pour transférer l'argent aux bénéficiaires ?
15. Que doit faire un bénéficiaire potentiel pour obtenir l'aide du programme?
16. Les programmes comportent-ils des conditions convenues avec les bénéficiaires ? Si oui, veuillez décrire les méthodes employées pour déterminer si le bénéficiaire a rempli les conditions.
17. Quels services publics sont offerts dans le cadre des conditions convenues ? Indiquez si des mesures spéciales ont été prises afin de répondre à l'augmentation de la demande de ces services découlant de la mise en œuvre du programme.
18. Si possible, joignez une copie de la documentation utilisée pour informer les bénéficiaires du programme et pour sensibiliser le public.

(iv) Mécanismes de contrôle et procédure de plainte

19. Décrivez les procédés de contrôle employés pour vérifier la mise en œuvre du programme et indiquez les organes chargés de cette surveillance.
20. Le programme dispose-t-il de mécanismes ou procédures de plainte ? Si oui, veuillez les citer et les décrire.
21. Des poursuites ont-elles été intentées à l'encontre du programme ou des responsables de sa mise en œuvre ? Si oui, veuillez indiquer les circonstances de la poursuite et le fondement des plaintes y afférent.

(v) Etudes et évaluations des programmes de transferts financiers

22. Veuillez fournir toute étude relative au programme, notamment les évaluations ayant servi de base à la conception du programme.
23. Veuillez fournir toute étude relative au programme, notamment les rapports d'évaluation d'impact, réalisées après la mise en œuvre des programmes.